

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°9 - été 2006 - prix libre



France 2006
Un enfant qui
parle la
langue du
pays de ses
parents est
un enfant à
expulser

Alertez les bébés !

Pendant que la coupe du monde de balle au pied justifie la sainte alliance de toute la classe politique dans un nationalisme bêlant, une centaine d'enfants mineurs creusois sont menacés d'expulsion avec leurs parents.

Pendant que le monde médiatico politique nous rejoue la fiction de la France black-blanc-beur et que le PS drague sur les terres de l'UMP et du FN pour nous refaire le coup de l'insécurité, des centaines de blacks, de blancs et de beurs vont être reconduits chez eux par de bons petits blancs.

Pendant que la religion et le sport se tirent la bourre pour l'abrutissement généralisé et que la télé a pour unique ambition d'assouplir les esprits pour les rendre perméables aux messages publicitaires, qui va se rebeller contre cette chasse à l'enfant programmée pour se déchaîner pendant l'été ?

Quand une loi bafoue les droits fondamentaux de l'individu nous avons tous le devoir d'en contester l'application, de nous organiser pour désobéir et résister en les cachant s'il le faut.

Le "collectif creusois halte aux expulsions" appelle en cas de menace imminente d'expulsion à un rassemblement spontané devant la préfecture de Guéret à 18h00.

(lire en page 3 l'appel du collectif)

NON

Police partout... justice nulle part

T'es jeune, t'es étranger dégages ! p. 2-3

La gueule toute verte

Prenons nos fourches en mains p. 4-5

Mémoire aux poings

Révisionnisme et éducation p. 6

Mémoire vivante

Euromayday à Limoges p. 7

Tous en colère

La machine à broyer marche au pétrole
p. 8

Alternatives

L'Action Mondiale des Peuples p. 9

Mauvaises

fréquentations

Serge Don Marino, photographe p. 10-11

Mauvaises lectures

p. 12

Revue de crise p. 13

Spectacles et
rencontres de l'été
p. 14-15

Rendez-vous ! p. 16

**Des papiers pour
tous ou des
papiers pour
personne**

2 - Police partout...

Humiliation rime parfois avec répression

La répression n'a pas attendu le mouvement de lutte de ce printemps et il est clair qu'elle ne s'arrêtera pas avec lui. L'Etat semble ne pas vouloir faire de quartier : tous les domaines dans lesquels la résistance s'organise sont touchés. A nous de réagir !

L'humiliation

Qui disait que la vengeance est un plat qui se mange froid ? Je ne sais pas, mais en attendant, l'actualité lui donne amplement raison. Le mouvement dit « anti-CPE » étant terminé, verrouillé à triple tour par une coalition qui ne veut pas dire son nom, la répression contre nombre de ses jeunes acteurs creuse son chemin avec un cynisme sans égal à la hauteur de l'humiliation qu'a subi un gouvernement à la tête folle. C'est vrai que depuis 2002, les gouvernements en place surfent de victoire en victoire avec en plus le sentiment d'avoir un boulevard devant eux pour détricoter à-peu-près tous les acquis sociaux dans tous les domaines, et puis voilà t'y pas qu'une bande de « garnements » mettent un arrêt à leur destruction sociale massive. Quelle humiliation ! Il ne faudrait pas qu'en plus cela redonne de l'espoir à d'autres, peut-être, plus âgés, pour continuer la lutte. Alors mêlant vengeance et efficacité tactique, les exemples à rôle répulsif vont pouvoir pleuvoir un peu partout en France.

Répression de printemps

Déjà, durant le mouvement, le pouvoir n'avait pas fait de cadeaux : plusieurs milliers d'interpellations souvent suivies de gardes à vue avec des condamnations dignes d'une justice d'exception des plus honteuses allant de peines de prison ferme à d'autres avec sursis, voire des travaux « d'intérêt général ». Ce pouvoir, digérant assez mal sa défaite, n'allait pas s'arrêter en si bon chemin mais il était stratégique d'attendre un peu afin qu'une solidarité éventuelle avec des jeunes traînés devant un tribunal ait plus de mal à se développer, et cela sans compter sur un allié de toujours, des médias « aux ordres » aveugles et sourds sur commande.

Le Limousin, excepté la Haute-Vienne, allait connaître ses tentatives de répression mais dans une bien moindre mesure que dans d'autres régions. En Corrèze, à Tulle, ce fut un jeune élève majeur qui a été prévenu « d'entrave à la circulation », acte, semble-t-il, très « grave » au regard des peines encourues qu'a rappelées le vice-procureur avec un extrême professionnalisme : deux ans de prison, 4500 euros d'amende et deux ans de suspension de permis de conduire ! Et pourquoi pas le bannissement en Nouvelle-Calédonie comme au bon vieux temps de La Commune de Paris.

En Creuse, quatre jeunes de Guéret furent

auditionnés par la justice dans le cadre d'une enquête pour « entrave à la liberté de circuler » suite à des blocages d'un rond-point de la ville. Ces blocages eurent lieu, sans incidents, sous l'œil bienveillant des forces du « désordre » même dans la démarche : laisser faire (voire encourager tacitement) un délit pour mieux « serrer » ensuite quelques « coupables » pris au petit bonheur la chance ! Assez rapidement, une certaine solidarité avec ces lycéens a vu le jour, en particulier sous l'impulsion de divers syndicats pour demander que toute



possible inculpation soit abandonnée. Du côté politique à gauche, en particulier chez les socialistes (plutôt tendance « royaliste » !), il n'y avait sans doute pas grand secours à attendre. Quelques semaines plus tôt, en plein mouvement, alors que les inculpations allaient bon train, la Ségolène avait cru intelligent de répondre à des personnes qui venaient chercher son soutien, un laconique et hautain « ils savaient les risques qu'ils prenaient ! ». Elle a bien mérité l'attentat patissier subi plus tard.

Finalement devant l'inéptie de ces demandes d'inculpation de la part de quelques petits sous-fifres politiques zélés en mal de pouvoir, les poursuites contre les jeunes limousins devraient être abandonnées. Par contre, c'est loin d'être le cas dans de nombreuses autres régions : dans la région parisienne des tentatives pour boucher des serrures d'un établissement (sans conséquence) se soldent par quelques centaines d'heures « d'intérêt général », en Isère ce sont quinze lycéens qui se trouvent face à des sommes conséquentes à verser pour un blocage sans grande importance de la gare de Voiron... sans oublier les inscriptions sur les casiers judiciaires.

Répression généralisée

Mais la répression ne s'arrête pas aux acteurs de la lutte contre la loi sur « l'inégalité » des chances, elle touche pratiquement tous les secteurs où une résistance s'organise. Dernièrement, c'est le porte-parole du réseau *Sortir du nucléaire* qui en fit les frais, DST sur le coup, garde à vue et perquisition pour « retrouver » un document classé « confidentiel défense » qui circule un peu partout sur internet ! Le message se veut clair : « pas touche à mon nucléaire, l'EPR est sacré ! ». Dans le domaine agricole, quarante neuf « faucheurs volontaires » accusés d'avoir détruit des plants de maïs génétiquement modifiés se voient menacés de lourdes peines (entre autres Jean-Emile Sanchez, ancien porte-parole de la *Confédération paysanne* se retrouverait avec quatre mois de prison ferme et deux ans de privation de droits civiques). Là encore, le message est des plus clairs : « pas touche à mes OGM ! ». Plus récemment, à Grenoble lors de l'inauguration de MINATEC (le plus grand centre européen de recherche en nanotechnologies), la répression contre des opposants n'a pas pris de gants : des violences policières graves avec de lourdes conséquences pour une jeune militante et des condamnations importantes en vue. Toujours la même clarté dans le message à faire passer : « pas touche à mes nanotechnologies ! ». Et nous pourrions citer d'autres exemples.

Justice ?

Quel décalage avec cette mansuétude distribuée sans limite à quelques bons serviteurs d'un « ordre » sans morale : de l'amnistie d'un Guy Drut (et bientôt David Douillet) pavoisant avant d'aller courir au CIO pour reprendre quelques activités des plus lucratives et bien peu sportives à la très légère condamnation d'un maire UMP (du Haut-Rhin) qui n'avait, en fin de compte, que brûlé quatorze caravanes de Roms (les quatre employés municipaux, complices sans état d'âme du maire, sont, pour leur part, carrément relaxés !).

Si nous n'étions pas des libertaires, nous pourrions vous poser une question : « Avez-vous confiance dans la justice de votre pays ? ». Et nous pourrions faire alors quelques statistiques sur les lecteurs de Creuse-Citron.

Francis Laveix

Ouverture de la chasse à l'enfant

Les lois Sarkozy sur l'immigration depuis 2003, et surtout depuis cette année, rendent de plus en plus difficile, voire quasiment impossible, l'accès à un titre de séjour de longue durée aux étrangers. La législation actuelle nous ramène plus de 30 ans en arrière, même lorsqu'il s'agit d'accueillir des réfugiés politiques.

La dernière loi en date est celle concernant les familles sans papiers dont un enfant au moins est scolarisé. Ces familles devaient être expulsées avant la prochaine rentrée scolaire.

Si Sarkozy a lâché un peu de lest avec la circulaire du 13 juin, cela ne concerne que 20 à 25 % de l'ensemble des sans papiers. Sont exclus de ces mesures de "clémence" :

Les enfants, entrés en France entre 13 et 18 ans pour rejoindre leurs parents, et qui, non expulsables jusqu'à leur majorité, se retrouvent à 18 ans sans papiers, expulsables, pourchassés. Ils sont ainsi plusieurs milliers (5 à 10 000).

Les mineurs isolés, pris en charge par l'Aide Sociale à l'Enfance à 15 ans, et qui se retrouvent à 18 ans sans beaucoup de papiers (sans titre de séjour pérenne). Pourchassés eux aussi.

Les familles qui peuvent être "réadmissibles" (sans qu'on leur demande leur assentiment) dans le premier pays par lequel elles sont entrées en Union européenne, et qui n'ont pas le droit de rester en France.

Enfin, tous les autres sans-papiers, avec ou sans enfants, et particulièrement les familles, y compris monoparentales avec de très jeunes enfants, n'ayant pas encore l'âge de la scolarité.

La chasse au nourrisson serait-elle politiquement moins

risquée que la chasse à l'enfant ?

Face à cette chasse aux étrangers en situation irrégulière, à la volonté délibérée de mettre dehors tout ce qui n'est pas main d'oeuvre rentable, des réseaux de résistance s'organisent.



L'urgence est, cet été, d'empêcher au maximum les expulsions de familles d'enfants scolarisés.

Le Réseau Education Sans Frontières et la Cimade ont mis en place un réseau de vigilance, d'aide et de soutien aux familles expulsables. En Creuse, le collectif creusois "Halte aux expulsions" met en place des permanences pendant tout l'été (voir encadré).

Lutte des sans-papiers à Limoges

75 personnes "sans papiers" en lutte depuis des mois ont entamé le 3 juillet une grève de la faim dans un local mis à leur disposition par la mairie de Limoges depuis le samedi 24 mai 2006.

A l'instar de la lutte menée par le Collectif des Sans Papiers de Poitiers, le collectif Limougeaud est plus déterminé que jamais dans son combat pour la régularisation de tous les sans papiers. Il appelle toutes les organisations et les citoyens solidaires à venir les soutenir.

Le Collectif des sans papiers créé en octobre 2004 avait déposé 216 dossiers de demande de régularisation à la préfecture. Hormis une cinquantaine de réponses favorables, les dossiers ont pour la plupart été rejetés.

En parallèle le soutien n'a jamais cessé de s'accroître grâce à l'appui apporté par diverses associations, syndicats et partis politiques.

Localement, plus de 10000 citoyens ont signé une pétition de soutien, certaines collectivités territoriales ont voté des motions de soutien.

Collectif des Sans Papiers de Limoges
<<http://mdh.limoges.free.fr/>>



Appel du Réseau Éducation Sans Frontières
Pétition nationale
Nous les prenons sous notre protection !

Le 30 juin 2006, le sursis accordé aux élèves sans papiers et à leurs parents tombera. Des milliers d'enfants, de jeunes et leurs familles risquent l'expulsion en masse, verront leur avenir et leur vie même anéantis. Nous ne laisserons pas commettre ces infamies en notre nom. Chacun avec les moyens qui sont les nôtres, nous leur apporterons notre soutien, notre parrainage, notre protection. S'ils nous demandent asile, nous ne leur fermerons pas notre porte, nous les hébergerons et les nourrirons ; nous ne les dénoncerons pas à la police.

La pétition peut-être imprimée ou signée en ligne sur le site www.educationsansfrontieres.org
Réseau Éducation Sans Frontières - c/o EDMP - 8, Impasse Crozatier - 75012 Paris

En Creuse, où s'adresser en cas de menace d'expulsion ?

Le collectif creusois "Halte aux expulsions" met en place des permanences pendant tout l'été :

à Guéret, rue M. Rollinat (local du CCAS)
les mardis après midi : 13h30-16h30
et vendredis matin 8h30-11h30
tel : 05 55 41 46 40

à Aubusson, aux mêmes jours et heures,
esplanade Charles de Gaulle (ancienne usine Phillips).

Des numéros de téléphone au niveau local :

CIMADE : 05 00 62 57 92

MRAP : 06 84 19 52 48

LDH : Guéret : 06 27 47 73 17

Aubusson : 06 80 72 51 24

ATTAC 23 : 05 55 62 46 31 ou
06 12 63 95 66

Au niveau national jusqu'au 3 septembre :

RESF / la CIMADE 08 20 20 70 70

4 - La gueule toute verte

Prenons nos fourches en mains

Comment comprendre la disparition accélérée des paysans dans un milieu combatif où jacqueries et incendies de châteaux ont secoué la société française ? Toutes ces révoltes ont-elles été détournées au profit d'autres intérêts ? Quel rôle d'accompagnement pour l'Etat, l'Eglise, des groupes politiques de tous poils ? Quel rôle d'encadrement pour les structures agricoles, syndicats, coopératives, mutuelles ?

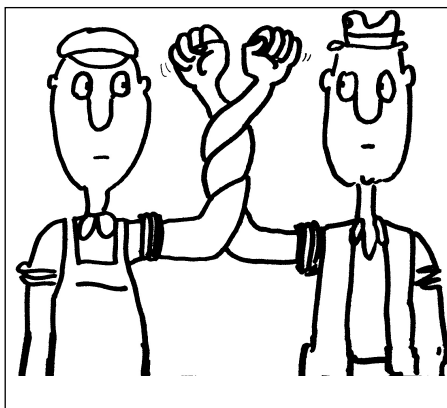
Le paysan, le prêtre et l'instituteur

En réplique à la chute des prix liée à l'arrivée de produits des « pays neufs » importés à bord de navires à vapeur, les premiers syndicats paysans se créent dès 1883, avec un rôle de coopérative et de mutuelle. Si les paysans en constituent la troupe, les animateurs appartiennent à l'« élite » : prêtres, instituteurs, propriétaires fonciers, avocats, élus ! Afin de capter le vote paysan, le « parti de l'ordre » regroupe des syndicats autour de dirigeants conservateurs catholiques ; le « parti du mouvement » y réplique par un regroupement autour de républicains laïques. Au début du 20^{ème} siècle des crises successives conduisent à des organisations par produit : vigneron du Midi (vins d'Algérie), producteurs de blé (importations d'Amérique)... Des abbés bretons, bénis par l'Eglise, encouragent leurs paroissiens à créer leurs propres syndicats. Ayant eu le mauvais goût de refuser l'adhésion des propriétaires non exploitants, ils seront sermonnés par les évêques : « Ce que veut l'Eglise, c'est la doctrine de Jésus-Christ, qui recommande l'union des classes ». De leur côté, le PC et la SFIO créent chacun un regroupement de syndicats. Devant cette nébuleuse, l'Etat souhaite institutionnaliser la représentation du monde agricole et met en place les Chambres d'Agriculture (déjà proposées par le maréchal Bugeaud en 1840 !). Une autre composante, proche de l'extrême-droite, apparaît suite à l'effondrement des prix après la crise de 1929 ; dirigés par Dorgères et son *Parti agraire et paysan*, les comités de défense paysans engagent des actions violentes encadrés par les « Chemises vertes ».

Pétain, De Gaulle et les frères JAC

Pétain, par la loi du 2 décembre 1940, institue la *Corporation Paysanne*, imposant l'unicité syndicale (un seul syndicat local, une union par département, une fédération nationale) ainsi que l'unicité pour les coopératives et les mutuelles. A la Libération, la *Confédération Générale de l'Agriculture* prend sa place, conservant le fonctionnement et épurant les dirigeants au profit de résistants de gauche. En son sein, la fédération regroupant les syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) prend son autonomie, et son secrétaire général René Blondelle, encouragé par le ministre de l'Agriculture Pierre Pflimlin (MRP), engage

une contre-épurée facilitée par les luttes PC-SFIO liées à la guerre froide. En 1958, le retour de De Gaulle sur les épaules des généraux putschistes d'Alger va accélérer la « modernisation » du pays, basée sur une main d'œuvre bon marché issue de l'agriculture : « le mécanisme des prix ne remplira son office qu'en infligeant aux agriculteurs un niveau de vie sensiblement inférieur à celui des autres catégories » (Rapport Rueff-Armand). Le sabre va trouver des alliés côté goupillon. L'Eglise avait créé la Jeunesse Agricole Catholique dès 1929 : « Nous ferons chrétiens nos



frères; par Jésus-Christ nous le jurons » (Chant JAC). Après la seconde guerre mondiale ils se convertissent... au vent dominant du modernisme : machinisme, mise de côté des petits paysans « archaïques », concentration des terres au profit des « exploitants moyens qui ont le dynamisme, la formation technique et l'esprit d'entreprise » (magnifique autoportrait du militant JAC) ! Pour élargir leurs champs... d'intervention ils intègrent les structures de l'organisation-sœur de la FNSEA chez les paysans de moins de 35 ans (Cercles locaux, CDJA départementaux, CNJA national) à partir de 1956 et en contrôlent les 2/3 dès 1960 ! Ainsi les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 sont co-élaborées par le gouvernement Debré et le CNJA : l'exode rural est bénéfique pour une nation, le jeune ne disposant pas d'une structure suffisante ne doit pas s'installer, les surfaces rendues disponibles permettent d'agrandir les exploitations restantes... La mise en place d'un institut de formation des cadres paysans va faciliter le parcours de nombreux dirigeants « modernistes » (JAC, CNJA, FNSEA). D'autres s'organisent pour

tenter de défendre les petites exploitations : le MODEF en 1959 proche du PC, et le *Comité de Guéret* qui va coordonner de nombreuses actions dans le Centre.

Paysans en lutte

De nombreuses luttes vont marquer le monde paysan, particulièrement sous le vent de liberté d'un joli mois de Mai. Ainsi les journées d'Orléans (Mai 1972) rassemblent 400 paysans dans des salles décorées de banderoles : « Ouvriers et paysans même combat », « NON aux états-majors »... Dans une ambiance d'assemblée générale permanente les discussions portent aussi sur la sexualité, le féminisme, la critique de la famille... La sensibilité anti-autoritaire y est si forte qu'elle inquiète : « On a été débordés ; la révolution intellectuelle de Mai 68 s'était étendue à une petite partie des jeunes paysans » (J. Cadiot, JAC-CNJA). Le courant JAC va éclater : la majorité suit Michel Debatisse (JAC-CNJA, futur secrétaire général FNSEA) qui s'allie aux céréaliers et gros exploitants à la tête de la FNSEA, en échange du renforcement des syndicats d'éleveurs et de places dans l'appareil pour les « jeunes modernistes ». Une minorité, touchée par la grâce et parfois par les dettes, renie ses choix modernistes et se découvre « chrétien marxiste », voire « marxiste révolutionnaire » tel Bernard Lambert (éleveur en Loire Atlantique). Celui-ci publie *Les paysans dans la lutte des classes*, adhère au PSU dans la tendance Gauche Ouvrière et Paysanne. C'est que l'extrême-gauche, notamment maoïste, engage une « longue marche » dans les champs pour faire son marché partidaire. Une « nouvelle gauche paysanne » tente de rassembler autour de groupes locaux de *Paysans Travailleurs* anticapitalistes. Face à ce qu'ils appellent le « danger gauchiste », des militants proches de l'extrême-droite créent la *Fédération Générale de l'Agriculture* en 1969. Dans la période, des actions – notamment la « guerre du lait » en Bretagne (1972) et la lutte des 103 éleveurs de brebis contre l'extension du camp militaire de Larzac (1971-1981) – vont avoir une grande audience et faciliter des échanges passionnés entre militants paysans et au-delà.

Les socialistes en campagnes

Préparant son retour au pouvoir, le PS s'initie à la vie rurale et met en place une



Le Comité de Guéret (1953 - 1974)

Le 22 Septembre 1953, les manifestations paysannes contre la baisse des prix conduisent 18 FDSEA (Creuse, Corrèze, Haute-Vienne, Puy-de-Dôme...) à fonder le *Comité de Guéret* qui organise un puissant mouvement le 12 Octobre. Sous le titre « La journée des barricades » *Le Populaire du Centre* écrit : « Il y a eu des barrages dans toutes les communes. Dans la Creuse les paysans se sont rassemblés au son du tocsin et ont établi des barrages à l'aide de tombereaux, charettes, troncs d'arbre, herses et tas de fumier ». Le Comité est animé par Roland Viel et Albert Poncet : « C'est, à l'exemple des viticulteurs du Midi, les barrages de route où notre paysannerie a pris conscience de sa force et de ses possibilités d'action ». L'activité du Comité s'inscrit dans les vagues successives de luttes paysannes, au point que *Le Monde* souligne dès 1967 : « *Le Comité de Guéret*, qui coordonne l'action de plusieurs fédérations de gauche du Massif Central, représente l'opposition de gauche interne à la FNSEA ». En 68, un vent de contestation sans précédent se lève dans la région : « Les paysans ont manifesté leur solidarité et, le 24 Mai, ils se sont retrouvés, presque spontanément, sur les barrages de routes » (*Le Réveil Paysan de l'Allier*). Par la suite, malgré quelques tentatives pour organiser une fédération de la petite et moyenne exploitation, le nombre de manifestants diminuera, en proportion de la disparition progressive des paysans.

commission nationale agricole, dont le principal animateur est Bernard Thareau (JAC-CNJA), éleveur en Loire Atlantique. Des promesses sont faites sur l'évolution de la politique agricole et la reconnaissance des opposants à la FNSEA, sous condition qu'ils se regroupent. Ainsi dès 1981 les Paysans Travailleurs se regroupent dans la CNSTP, des FDSEA oppositionnelles créent la FNSP en 1982. Reçues régulièrement au ministère de l'Agriculture (Edith Cresson), ces organisations obtiennent des fonds pour la formation. La FNSEA contre-attaque en organisant une « manif monstre » à Paris en 1983. Le message est bien reçu, Michel Rocard remplace Edith Cresson et revient à une cogestion avec la seule FNSEA. La FNSP en tire les leçons : « Nous avons été illusionnés en nous en remettant à une solution de tractations au sommet sans organiser nos forces sur le terrain ». En 1986 la situation empire avec le retour au pouvoir de la droite qui nomme à l'Agriculture Michel Debatisse (ex-président de la FNSEA) décidé à « casser les organisations minoritaires » et tarir leurs financements. Dès 1987 CNSTP et FNSP se regroupent dans la *Confédération Paysanne*. D'autres regroupements se font en 1992 dans la *Coordination Rurale* au travers des luttes contre la PAC. Les élections aux Chambres d'Agriculture de 2001 donnent 27 % à la CP, 12,4 % à une alliance Coordination Rurale-FFA, 2,9 % au MODEF. La frange la plus activiste de la CP participe à de nombreuses actions

(OGM, Mac-Do, OMC...) et développe son influence jusqu'en 1995 où la CP obtient du ministre socialiste Le Pensec une entrée en douceur dans la cogestion (accès aux commissions d'orientation agricole, aux offices professionnels, financement conséquent). Ses positions s'en ressentent : acceptation du salariat agricole, revendications sur la contractualisation des agriculteurs et le renforcement du rôle de l'Etat... Cela conduit notamment en 1999 à la démission de tous ses mandats de René Riesel, éleveur en Lozère, ex-« enragé de Nanterre » qui conteste également la surmédiation de José Bové.

Debout les damnés de la Terre

Toutes ces actions et regroupements n'ont pas enrayer la disparition des paysans, programmée par le capitalisme, cogérée par l'Etat et les organisations corporatistes agricoles. Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni Marx, ni Mao ; ce n'est qu'en eux-mêmes que les paysans peuvent se réapproprier leurs savoirs et leurs luttes. Certains petits agriculteurs ainsi que des néo-ruraux développent des pratiques basées sur le développement de l'autonomie, la solidarité et se fédèrent dans des mouvements tels *Peuple et Culture*, *Résistances paysannes* ou des *Syndicats Montagne*. Quelques uns ont fait le choix syndical de la *Fédération des Travailleurs de la Terre et de l'Environnement* CNT, se reconnaissant dans les pratiques anarcho-syndicalistes contre le capitalisme et l'étatisme, *urbi et orbi*.

Elan Noir

Partageons la terre, partageons les richesses

En France, la disparition de la paysannerie, la confiscation du foncier par l'industrie agricole et touristique rendent indispensable la reconquête par le plus grand nombre de l'agriculture. La production de l'alimentation est, dans toute société, à la base de l'organisation économique et sociale. Ne pas maîtriser cette production, que ce soit pour un individu ou pour une collectivité humaine, c'est accepter d'être dépendant de celui qui vous nourrit.

Le système dominant ne nous laisse comme alternative que la soumission ou la rupture radicale. Les catastrophes écologiques et l'épuisement des ressources nous mènent, soit au chaos, soit à un système totalitaire, à moins que nous n'entamions la reconquête individuelle et collective de notre autonomie. Le syndicalisme révolutionnaire se propose d'être un des éléments de la construction d'une société nouvelle, autogestionnaire,

égalitaire et libertaire.

Nous avons entrepris, par notre action collective sur nos lieux de vie :

- de favoriser les installations et de les accompagner solidairement en créant des conditions locales favorables (échange de produits, de savoirs, entraide...),

- de faire se rencontrer la volonté croissante de citoyens de rompre avec le système, avec la capacité de ruraux à les accueillir,

- de partager les savoir-faire nécessaires à la mise en place de productions non industrialisées, socialement utiles, par des stages de formation, des chantiers collectifs...

- de mettre en place, localement, de façon indépendante de tout pouvoir politique, des modes d'organisation solidaire de production et de distribution de biens alimentaires..

Extrait de la brochure *Des petits paysans à la CNT*, décembre 2004.

6 - Mémoire aux poings

Révisionnisme et éducation

Le révisionnisme historique ne se cantonne pas à la seconde guerre mondiale, nous pouvons en trouver trace en Creuse avec cette première commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Première journée nationale

Tout a vraiment commencé, d'un point de vue législatif, le 10 mai 2001 avec l'adoption de la loi Taubira « reconnaissant la traite et l'esclavage en tant que crime contre l'humanité ». Le 10 mai 2006, lui, marque la première journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage. En Creuse comme dans les autres départements, cette « journée nationale » fut marquée dans les établissements scolaires (collège,...) par des « cérémonies » allant de lectures en classe de textes variés à propos de l'esclavage à la présence officielle de quelques autorités de l'Etat. Ainsi sous-préfet ou autres ont pu se rendre dans tel ou tel établissement.

Des oublis fâcheux

Parfois cette « journée » a pu être préparée par quelques panneaux retraçant l'histoire législative de cette tardive reconnaissance, ceci sans doute afin de rafraîchir la mémoire de nos chères têtes « blondes » et puis aussi, peut-être, pour renforcer le conditionnement habituel à la base de toute bonne éducation républicaine. Vous allez dire qu'il n'y a pas de quoi fouetter le chat de son voisin ! Dans un certain sens, d'accord. Par contre quand on regarde d'un peu plus près ces panneaux, on ne peut qu'être surpris de certains oublis dans le récapitulatif historique et législatif proposé aux élèves. Quelques exemples sont suffisants pour comprendre comment il est possible de « réviser » l'histoire sans en avoir l'air. D'abord, aucune allusion au fameux « Code Noir » (mars 1685) de Louis XIV qui déclare (article 44) en toute simplicité « les esclaves être meubles et comme tels entrer dans la communauté » et qui dresse un régime disciplinaire (nombreux articles) des plus sévères ; c'est un euphémisme ! La chronologie débute tout simplement en 1788 avec la « fondation à Paris de la Société des amis des noirs » et passe directement (près de trente ans après) à 1817 avec « l'ordonnance royale interdisant la traite négrière » ! Entre temps, rien d'important semble-t-il. Pourtant deux dates auraient pu venir éclairer la « lanterne » de nos futurs citoyens en herbe, les former à l'esprit critique et leur permettre de se forger une conscience politique indépendante (pour ne pas dire libertaire) : le 4 février 1794 et le 20 mai 1802.

De l'abolition au rétablissement

Celle de février 1794 est hautement



symbolique. La Convention en pleine Révolution française décrète « la première abolition de l'esclavage » en déclarant « *aboli l'esclavage des nègres dans toutes les colonies [...], que tous les hommes, sans distinction de couleurs, domiciliés dans les colonies, sont citoyens français...* ». Pour certains de nos éducateurs, cette date ne mérite pas d'être citée ! Quelle idée peuvent-ils bien se faire de leur rôle ? Celle de mai 1802 est autant symbolique que la première. Bonaparte, Premier Consul rétablit l'esclavage en décrétant que « *l'esclavage sera maintenu conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789* » (article 1) ainsi que « la traite des noirs » (article 3). On comprend mieux « l'oubli » de cette dernière date : comment justifier que notre plus grand héros national ait pu commettre une telle infamie ?

« Citoyenneté » compromise

Avec cet exemple de « révisionnisme historique » (et il serait possible d'en trouver bien d'autres), on ne peut guère être optimiste quant à l'éducation politique - au vrai sens du terme - des élèves creusois (en langage politiquement correct, on devrait dire « citoyenne » mais ce serait faire trop d'honneur à cette dernière tarte à la crème branchée qui dégouline des babines de la plupart des responsables de tout ordre). Est-il utile de rappeler que la Creuse, souvent à son insu, a gardé des liens ténus avec quelques descendants d'anciens esclaves réunionnais voire mahorais ? Cela n'a, sans doute, aucun rapport, du moins on peut l'espérer.

Francis LAVEIX

La réalité rattrape vite la fausse bonne conscience et permet de remettre les pendules politiques à l'heure.

L'esclavage est aboli et cela est commémoré officiellement. Mais qu'en est-il des « anciennes » colonies aujourd'hui, les nôtres et celles des autres (avec son cortège d'« esclaves ») ?

Black-out complet de tous les médias sur les événements très graves qui viennent de se dérouler à Nouméa en Nouvelle-Calédonie avec l'intervention ultra-violente de l'armée française contre les syndicalistes de l'USTKE en lutte contre la mainmise de multinationales sur les activités portuaires. Les grands moyens que l'on hésite à employer en France furent de la « fête » : vedettes rapides, hélicoptères, tabassages en règle, entrée dans l'enceinte de l'hôpital pour embarquer des grévistes blessés... le cauchemar, mais au fond, ces kanaks ne sont-ils pas en quelque sorte nos « anciens esclaves » ?

Une autre affaire scandaleuse : deux petits frères kurdes de 3 et 6 ans arrêtés en pleine école maternelle par des sbires de Sarkozy accompagnés d'une traductrice sans état d'âme et tout cela avec la « complicité » d'un directeur d'école s'étant assuré du « feu vert » de sa hiérarchie. A dégueuler ! De toute façon, la chasse à l'enfant ne fait que commencer. Sarkozy en avait fixé la date : à partir du 30 juin 2006. Kurdes ou autres seront-ils raités comme du vulgaire bétail humain ?

Mais que le pouvoir le sache : la résistance des esclaves ou d'anciens esclaves ou de descendants d'esclaves ne s'est jamais arrêtée. Elle court de Spartacus jusqu'aux dernières « racailles urbaines ».

Euromayday à Limoges

Le Premier mai dernier, un collectif limougeaud s'est inscrit dans la parade internationale de l'Euromayday, en marge du traditionnel défilé syndical, aboutissement provisoire de plusieurs mois d'agitation contre la précarité et la consommation, amorcé au début du mois de janvier par des processions en ville, dans la période des soldes, avec l'Eglise de la très sainte consommation, sous le haut patronage de San Precario.

En France, Limoges s'est joint cette année à Paris et à Marseille. Les parades du Premier mai de l'Euromayday entendent redonner du sens au Premier mai, au regard de la situation vécue par de plus en plus de précaires que ne prennent pas réellement en compte les bureaucraties syndicales (blanches, mâles, bien intégrées et bien nourries par le système collaborationniste, pudiquement désigné sous le terme de « paritarisme » et qui ne cesse de porter des coups aux millions de précaires de ce pays).

« Nous sommes déterminés à rompre le lien entre revenu et travail, entre revenu et nationalité, comme pré-conditions de base pour créer une politique réellement démocratique, libertaire et égalitaire à l'âge de la globalisation guerrière. Nous ne sommes pas des variables d'ajustement. », est-il affirmé dans l'appel parisien.

Nous voulons non pas « l'égalité des chances », mais celle des garanties sociales face à la précarisation des vies (apprentis à 14 ans, de nuit à 15, en CDD à 16, en CIVIS à 18, en CNE à 26, et DCD à combien ?).

L'appel limougeaud s'inscrit dans la même dynamique et dans les différentes luttes qui ont marqué cette ville ces dernières années, depuis le mouvement des chômeurs de 1998 jusqu'aux récentes luttes sur la question du logement ou encore les mouvements lycéens et étudiants. Là des groupes, de par leur lutte, ont affirmé une certaine autonomie, une subjectivité face à des institutions ou à divers appareils. Un imaginaire commun commence à émerger de ces différentes réalités. Qui sommes-nous ? est-il écrit dans l'appel limougeaud. Des chômeurs, rmistes, salariés précaires, sans emploi, indépendants, pigistes, allocataires, malades, handicapés-es, intermittent-es, intérimaires, étudiant-es, stagiaires, sans-papiers, travailleur/euses du sexe, parfois tout cela en même temps. Nous sommes des précaires en lutte. Que voulons-nous ? Nous loger, dormir, apprendre, fonder les familles que nous souhaitons, produire et accéder à une information et une culture diversifiées, jouer, échanger librement des savoirs, bien manger, prendre soin de notre santé, créer

toutes formes de richesses, nous déplacer et nous installer librement, participer à la vie de la cité, créer de nouveaux espaces publics et de nouvelles manières de vivre en société. Nos vies ne sont pas négociables. Nous paradons le 1er mai pour nous réapproprier un moment de lutte et de fête qui a été confisqué par ceux et celles qui voient dans l'emploi à tout prix la solution à tous les problèmes.



Le chômage, la précarité font peur. C'est l'image d'une société malade, auto-destructrice, qui ne cesse de diviser, d'opposer et d'exclure les individus entre eux, jusqu'à sa propre jeunesse ! Cessons d'opposer développement de la personne et développement de la société ! La vie, la nature, l'humain, l'éducation, la culture et le bien-être ne sont pas des marchandises. La précarité pour ne pas être subie doit avoir comme contrepartie minimum un revenu garanti, à même de réinventer de nouvelles protections sociales et solidarités pour l'avenir, de garantir la liberté, l'égalité et la fraternité ! Face aux discours qui sont tenus sur nos vies, construisons d'autres conditions du possible ».

Voici le récit que fait un militant d'AC ! Limoges de la mobilisation limougeaude : « Parade réussie pour le premier mayday, à Limoges. Soixante à quatre vingt personnes au départ. Beaucoup plus au fur et à mesure de l'avancée du défilé et une grosse visibilité tant au niveau de la rue qu'au niveau médiatique.

Devant les Halles, du matériel avait été installé afin que chacun puisse

confectionner son mode d'intervention : maquillage, friperie sous forme de zone de gratuité, pancartes en forme de silhouette sur lesquels on pouvait coller des bandeaux : « le plein emploi ne passera pas par moi », « cdi aujourd'hui, dcd demain », « crs, sous l'uniforme, tu reste un chômeur », « Soyons réalistes, inventons les possibles », « Vivre me prends tout mon temps », etc. Au milieu de la place, San Precario, vauté dans un caddy. Non loin de là, la CRS (Chorale des résistances sociales), la chorale d'AC ! Limoges répète les chansons du jour, écrites lors des actions précédentes de San Precario. La toute nouvelle Brigade d'action clownesque (BAC) affirme sa présence. Le drapeau « Des épinards, pas du labeur » est accroché à un autre caddy.

Quand la procession a rejoint la rituelle manif syndicale, notre arrivée n'est pas passée inaperçue, c'était très impressionnant de voir tous ces regards dirigés sur nous, regards interrogateurs, regards amusés, mais aussi regards approbateurs, comme si les préoccupations que nous affichions rencontraient d'autres préoccupations, non prises en compte par les appareils dont la place est bien balisée dans de telles manif et dont les discours sont si convenus et bornés (dans tous les sens du terme). C'est à ce moment là que notre défilé a commencé à grossir. Tantôt dans la manif, tantôt à part.

Là aussi l'action du mayday, en elle-même, a remis en cause un certain nombre de frontières, ponctuée par les prêches du grand prêtre de l'Eglise de la très sainte consommation, les impro fort à propos des clowns, les distributions de tracts, la zone de gratuité poursuivant son chemin expérimental, grâce aux caddies, et rencontrant un certain succès, les chants de la chorale, bien repris par les participants, les slogans. Notre arrivée a même été applaudie par certains manifestants non encore dispersés de la manif syndicale. Un des caddies a ensuite été brûlé, avec une bonne partie des pancartes, révélant tout d'un coup tous les barreaux qui le composent et qui nous enferment dans de multiples comportements formatés.

Christophe

8 - Tous en colère

Indépendances à la poubelle, immigration jetable.

Pour que les lois sur l'immigration prennent toute leur saveur, il faut aller faire un petit tour en Afrique.

En Algérie, tout baigne depuis l'accord d'amnistie générale de 2003. On peut de nouveau pratiquer la fraude électorale, la corruption, la torture, la propagande mensongère comme avant. Le commerce a repris ses droits, avec ses commissions et ses rétro-commissions qui ont rendu le sourire aux 2 côtés de la Méditerranée.

Au Burkina Faso, Blaise Compaoré, l'assassin de Sankara, grand ami de la France, resplendit. Pas comme les Burkinabés.

Au Togo, Eyadema, l'assassin d'Olympio, grand ami de la France, est mort en 2005, le pauvre. Mais son fils va bien, la France a dû ferrailer dur pour le mettre en selle, au mépris des Togolais.

Ben Ali, grand ami de la France, réprime féroce les Tunisiens et s'engraisse de trafics mafieux et de grande corruption qui n'engraissent pas que lui.

Biya, intronisé par Elf, fait régner la terreur au Cameroun.

Azali, diplômé de l'Ecole de Guerre de Paris, a ramassé les Comores que Denard, gâteaux, avait laissé tomber par terre.

Sassou Nguesso massacre les Congolais qui ont survécu à la guerre civile dans laquelle Elf finançait équitablement toutes les factions (200 000 morts).

Depuis l'explosion de la Côte-d'Ivoire, dépecée par Konan Bédié, créateur de l'ivoirité, au profit des boîtes françaises, la France passe son temps à chier dans la colle et se planter d'outsider. Les Ivoiriens en font les frais.

La France ne pardonne pas non plus aux Rwandais d'avoir refusé le Hutu Power, et ça lui fait mal au ventre de reconnaître le génocide dont elle a financé, armé, entraîné, soutenu et protégé les acteurs.

Etc., etc....

Il est évident que du Maghreb en Afrique Australe, les Africains sont de trop en Afrique. Ils en meurent, au détour de guerres civiles juteuses ou de génocides encouragés et absous, par millions. Tout ce que leur laissent les mercenaires et les polices tortionnaires, c'est l'ardoise des armes qui ont servi à les tuer (cf la dette du Rwanda).

La démocratie pousse en Afrique

comme la tête d'un nourrisson qui veut naître, et elle réussit quelques avancées encourageantes (environ un quart des pays). Mais elle est sans cesse menacée par les lobbies qui défendent les intérêts des pays riches. Les grands empires africains de la francophonie s'appellent aujourd'hui Bolloré (bois, cultures de rentes, fret), Elf totalfina (Pétrole), Bouygues (services publics), etc...

magouilles de truands sanguinaires. Le pognon de la mort n'a jamais enrichi les classes moyennes. Il a, au contraire, pourri les institutions, paupérisé la population, brisé les solidarités, décrédibilisé l'ensemble de la classe politique de gouvernement, qui s'est sucree au passage dans les caisses noires en peaux de noirs. Et surtout, il a anéanti l'espoir des jeunes femmes africaines, qui se



Mais il ne faudrait pas en déduire pour autant que l'économique dicte sa loi au politique. Dans nos ploutocraties en déliquescence, l'économique EST le politique.

Les USA sont gouvernés par un pétrolier. On peut difficilement aller plus loin dans le lobbying.

Berlu s'est offert l'Italie pendant des années, en toute illégalité.

En France, l'inceste est permanent entre les mondes politiques et économique-mafieux (la terrible trilogie pétrole-nucléaire-armement), par le biais des services secrets.

Quid du fils Mitterrand ? De Pasqua ? De Chirac ? De Strauss-Kahn ? De Dassault, dont le père de Chirac était le banquier et le conseiller financier ?

Elf, au départ, était une entreprise fantôme des services secrets français employant jusqu'à 300 agents secrets, dont Bongo. Elle a servi à sculpter la FrancAfrique.

J'aimerais bien qu'on me dise où est l'intérêt des Français dans ces

sont vues contraintes par la férocité des politiques néo-coloniales à chercher un faux-semblant d'avenir dans les pays racistes qui ont ruiné les leurs.

Et aujourd'hui l'offensive reprend contre les rescapés africains qui sont arrivés vivants chez nous. Ces salauds, ils ont quitté comme des rats les fiefs offshore de nos multinationales pour venir nous piquer les allocs dans la poche.

Ah comme ils ont raison, Sarko et Villepin, de leur serrer la vis avec ces lois impitoyables, entre deux tournées de quête auprès des parrains africains pour financer leur campagne électorale.

Les Africains sont de trop en Afrique, et ils ne sont pas les bienvenus en France. Ces nouvelles lois leur précisent une sous-vie pour sous-hommes.

Certains trouvent que c'est l'Etat Français qui est de trop en Afrique. Les plus réfléchis vont jusqu'à penser qu'il est aussi de trop en France. Et vous, qu'est-ce que vous en pensez ?

Laurence Biberfeld

- Autonomie - Partage - Echange -

Préparation de la Conférence européenne de l'Action mondiale des peuples à Bellevue (Creuse) 19 - 28 Août

L'Action Mondiale des Peuples est un réseau international, rassemblant divers collectifs, groupes et individus anticapitalistes et anti-autoritaires. L'AMP, née dans la foulée de l'insurrection zapatiste au Mexique en 1994 (opposition aux accords de libre-échange et à l'organisation mondiale du commerce), a notamment été à l'initiative de la mobilisation contre la tenue de la deuxième conférence interministérielle de l'OMC à Genève, en mai 1998, de journées mondiales d'action contre le capitalisme (comme le 18 juin 1999, à l'occasion du sommet du G8 à Cologne), de la caravane des paysans indiens de KRRS en 1999.

L'AMP est un outil de coordination et non une organisation. L'AMP n'a pas de membres et n'aura pas de représentation juridique. Nulle organisation ou personne ne peut représenter l'AMP.

Tous les deux ans, des rencontres

européennes de l'AMP ont lieu, et permettent aux présent-e-s d'échanger expériences et savoirs, de partager pratiques et perspectives, de réfléchir et de s'organiser ensemble, de préparer des actions communes. La prochaine conférence européenne de l'AMP se tiendra en France, du 19 août au 3 septembre 2006. Elle se déroulera en deux temps : un moment décentralisé de 9 jours, réparti sur cinq lieux différents (Toulouse, Dijon, Bellevue dans le Limousin, Frayssinous dans l'Aveyron, Lyon); un moment centralisé de 5 jours (à l'Espace autogéré des Tanneries de Dijon), après deux jours de battement.

Pendant ces rencontres, du 19 au 28 août, d'autres expériences et voix sur ces histoires de formes d'échange et de propriété se feront entendre. Nous parions que les témoignages d'Européens de l'est, les récits des habitants des campagnes d'Europe du sud ou les réflexions issues des expériences urbaines et alternatives d'Europe

occidentale permettront de décentrer notre regard voire d'ouvrir des brèches dans notre imaginaire. Ces rencontres sont aussi un bon prétexte pour commencer à parler entre nous.

Au quotidien

Quant au déroulement de cette conférence et de nos vies, nous refusons le cloisonnement de certains rôles et leur hiérarchisation. Dans une volonté de mélange théorie/vaisselle/révolution, nous souhaitons donc porter une attention particulière à ce que chacun-e se sente impliqué autant sur le contenu thématique que dans l'organisation logistique et les tâches du quotidien. Les chantiers permettront aussi de se connaître autour d'une réalisation pratique commune et de porter attention à la dimension relationnelle en nombre plus restreint avant de se retrouver tous et toutes.

Informations tirées du site de l'AMP : <http://stamp.poivron.org>

Les principes de l'AMP

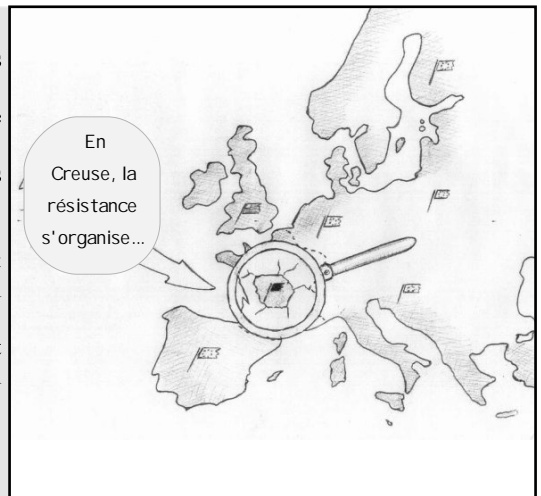
1 - Un rejet très clair du capitalisme, de l'impérialisme, du féodalisme, des Etats et de toutes les institutions qui font la promotion d'une globalisation destructive.

2 - Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.

3 - Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le « lobbying » puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.

4 - Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien des luttes et des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.

5 - Des formes d'organisation basées sur la décentralisation et l'autonomie.



A la ferme de Bellevue

Aujourd'hui, après un an de vie et d'échanges divers avec des habitants et des habitantes du plateau, nous (Bellevue) aimerions recenser, questionner et expérimenter les différentes formes de production, d'échange et de propriété qui existent ici et ailleurs pour trouver les plus pertinentes pour le monde que nous voulons.

Coopérative d'achat, circuits courts, auto-construction, médias alternatifs, agriculture biodynamique, scierie coopérative, trocs en tout genre... les exemples ne manquent pas dans la région.

Nous avons pris connaissance du fonctionnement de la coopérative d'utilisation du matériel agricole Vivre dans

la Montagne Limousine, de l'existence multiséculaire des sectionnaux et communaux, c'est à dire des terres gérées collectivement par les habitants d'un hameau ou d'un village ou bien encore nous avons assisté à la création de la SCI Chemin Faisant, sorte d'outil collectif d'accès au foncier et au bâti.

De notre côté, nous avons expérimenté différents modes d'échange, notamment au travers de la fournée de pain du dimanche ou des coups de mains pour gardes d'enfants, foin, carrelage etc. Il y a des personnes à qui nous avons pu tour à tour vendre, puis troquer et enfin donner le pain. Des familles desquelles nous avons accepté le paiement de la garde d'enfants, puis l'échange du même service, enfin des gardes que nous faisons sans réciprocité apparente. Il y a des entreprises auxquelles nous demandons des produits en échange

de coups de mains, d'autres où nous achetons mais aimerions plutôt échanger, etc.

Notre ligne d'horizon est de renforcer et de trouver de nouveaux modes pratiques d'échange, de partage et de propriété entre nous.

Thèmes de discussion

Comment gagner en autonomie matérielle, politique et sociale, par les échanges non-marchands, le partage, la mise en commun et la création de communauté ?

"Destruction globale environnementale", liée au système capitaliste ; développement d'alternatives écologiques autonomes.

Et d'autres thèmes concrets.

Activités pratiques : traite, boulange, maraîchage, construction, bûcheronnage.

Contact 05 55 67 95 26

10 - Mauvaises fréquentations

SERgE, ou l'oeil d'un voyant

Conversation à bâtons rompus avec un passionné de la photographie, sans cesse à l'affût d'images à capturer pour elles-mêmes, pour les retravailler, voire même pour les vendre et les faire partager.

Bonjour, peux-tu te présenter ?

Je m'appelle Serge, je suis photographe, domicilié à Aubusson. Je fais des photos depuis 20 ans. J'ai appris dans une MJC puis dans une école à Toulouse (ETPA).

Tu es un photographe indépendant, cela te donne-t-il une certaine liberté ?

Je suis assez individualiste mais ça ne me dérangerait pas de travailler dans une boîte de presse à partir du moment où on ne me donnerait pas de contraintes insupportables.

Opères-tu en couleur ou en noir et blanc ?

A l'heure actuelle je fais surtout des photos couleurs en numérique. En noir et blanc je fais plutôt des photos très contrastées, en hommage à la peinture.

Suis-tu l'actualité ?

Je ne suis pas du tout un photographe d'actualité, enfin d'actualité politique ou sociale.

Pourtant nous nous sommes rencontrés dans des manifs où tu prenais des photos ?

Oui mais là, c'était pour la police. En fait, là où je suis, je fais des photos. Je suis assez dilettante.

As-tu déjà été exposé ?

J'ai fait quelques expositions. Une autour de l'accordéon, qui pour une partie est à La Spouze, chez René Bourdet en ce moment. Je viens de faire des séries de photos sur le cheval de trait. J'ai aussi travaillé sur le rock alternatif des années 80.

Il y a quelques années j'avais fait des photos d'intellectuels autour de Raymond Queneau et j'ai une expo là dessus. J'ai commencé à faire des photos sur les monuments aux morts, j'en ai beaucoup sur ce thème. En particulier, j'ai fait des photos là où les Nazis ont grillés des gens dans une église, à Oradour sur Glane. J'ai des axes de travail, comme le portrait, pas forcément de quelqu'un qui pose, mais aussi de gens autour de moi.

Je fais aussi des photos à partir de montages, de constructions. A mon avis c'est plus dur de prendre une photo sur le vif que de penser quelque chose et de le réaliser. Mais qu'elles soient prises sur le vif ou fabriquées, je pense que toutes mes photos vont dans la même direction.

Pour en revenir à ton expo à la Spouze, ça s'est organisé comment ?

René Bourdet avait vu mon expo à Tulle dans le cadre du festival "Les nuits de nacre". Il a été intéressé car il faisait une programmation autour de l'accordéon.

Est-ce qu'il y a une dimension politique dans ton travail ?

Je ne pense pas, c'est une autre dimension. Si on prend la peinture soviétique de l'ère révolutionnaire, Chagall, par exemple, qui a fait partie au début de la révolution russe, est sûrement plus révolutionnaire que tous les peintres qui arrivent derrière et font de la peinture de propagande montrant

changer à terme. C'est ma pensée à un moment donné, mais il n'est pas dit que ce soit la bonne solution : on voit comment, en Palestine, les gens radicaux favorisent finalement le pouvoir israélien.

Quelles sont tes relations avec la CNT Corrèze ?

Je ne participe pas à grand chose, car je me déplace beaucoup. De temps en temps sur la route, je m'arrête pour les arracher les affiches du Front National, comme ça je suis un peu absous. Je trouve que toutes les organisations ont des côtés un peu



des gens en train de faire la révolution. Il y en a qui travaillent sur l'intelligence et d'autres qui travaillent sur la manipulation - même s'il y a du savoir faire dans les deux cas. Certains veulent être dans un mouvement, par exemple le groupe de photographes, le *Bar Floréal* à Paris, qui travaillent beaucoup dans l'aspect social, ils font des photos poétiques montrant des gens en grande difficulté.

Mais on t'a bien vu prendre des photos au Salon des Médias libres ?

L'idée du Salon des médias libres est partie de la CNT Corrèze, j'y suis allé pour avoir une mémoire de tout ça. Je suis adhérent en Corrèze.

Que représente pour toi la CNT ?

Tu es un artiste indépendant, très marginalisé par rapport au social.

Ce n'est pas en terme d'utilité que je vois un syndicat. Pour moi, c'est plutôt une pensée radicale qui me semble être la seule solution pour faire plier ceux qui dirigent tout. Faire plier c'est tout

ridicules, si je suis un peu ridicule comme n'importe qui, les groupes sont encore plus ridicules. La CNT est ridicule comme les autres, de s'imaginer qu'on va faire la révolution à un millier, dans un pays riche.

Par contre la pensée c'est essentiel. Par exemple entre quelqu'un comme DSK qui essaye d'abandonner la pensée socialiste du mouvement ouvrier et quelqu'un comme Fabius, qui ont des politiques économiques équivalentes, mais malgré tout il y en a un qui s'appuie sur une mythologie ouvrière et un qui veut l'abandonner, entre les deux je préfère celui qui ne l'abandonne pas.

Tu fais de la vidéo ?

Oui j'ai commencé à en faire. J'ai filmé Armand Gatti quand il est venu à Gentioux. Pour le moment je me suis contenté de filmer. Je n'ai pas fait de film au sens propre. J'ai filmé aussi la tournée des Ejectés dans les pays de l'Est il y a deux ans. Je filme aussi

Mauvaises fréquentations - 11

certains spectacles pour le Théâtre de la passerelle à Limoges.

Quelle différence fais-tu entre filmer et faire un film?

Cela dépend des contraintes que l'on se donne. Quand je filme, j'essaye souvent de pouvoir avoir une suite d'images qui n'auraient pas besoin d'être montées. Faire un film implique de le penser à priori. Par exemple faire un montage du film sur Gatti pourrait permettre de mettre en relief son côté clown. Gatti est quelqu'un d'important en matière de création, mais il a un côté cabotin qui le met en contradiction avec ses idées et les cabotins, vu l'histoire des batailles politiques, on pourrait avoir à s'en méfier.

Pour moi il y a aussi une différence entre la photographie et les photos : ce que j'ai fait au Salon des Médias libres ce ne sont que des photos.

Qu'est-ce que tu penses des films de Peter Watkins?

Le film qui m'impressionne le plus c'est *La Bombe* et celui qui me plaît le moins *Punishment Park*. Mais ils sont tous très intéressants. C'est fabriqué, c'est intelligent, il prend une idée et il la met en oeuvre pour montrer ce qui pourrait se passer. On peut rapprocher la situation en Palestine et en Israël avec *Punishment Park* : il est effarant de voir la manière dont les médias rendent compte de la situation. Il y a un Etat qui attaque un autre Etat, sous prétexte qu'il y a des groupes terroristes, un peu comme si la France attaquerait l'Espagne parce que les Basques font sauter un truc. Tout ça pour dire que, dans les films de Watkins, ce qui peut passer pour une fiction, est en fait en plein dans la réalité.

Quand tu vois ça, n'as-tu pas envie d'aller dans ce sens avec tes photos ?

Si j'ai commencé à faire des photos à Oradour, c'est parce que je trouvais

que l'imagerie proposée pour Oradour faisait penser à un bombardement ou à un cataclysme comme si ça n'avait pas été différent. J'ai commencé à faire des photos un peu différentes avec l'idée qu'il y avait quelque chose de vivant.

Pourquoi t'intéresses-tu aux monuments aux morts ?

Je trouve que le monument aux morts pourrait être l'emblème de la pataphysique, car c'est quelque chose qui est à la fois humain et lamentable. Le monument aux morts est souvent ridicule mais il reste humain et c'est ça qui m'intéresse.

Tu as dit que les photos montées et les photos sur le vif allaient dans la même direction. Quelle unité vois-tu dans les photos que tu fais ?

Il suffit de regarder ! Si tu prends le texte de Marc Bruimaud (voir encadré) c'est mieux dit que ce que je pourrais dire.

Dans une image il y a ce que tu vois et ce que tu peux y voir, par exemple la photo de Cartier Bresson avec les gamins qui jouent dans l'ombre sur fond d'usine. L'image suggérée dépasse l'image documentaire qu'on voit au premier abord.

Le photographe que je préfère c'est Lartigues, celui qui avait fait la photo de Giscard d'Estaing. Il a toujours été avant les autres. En 1910, il préfigurait la photo des années 1980. Il fabrique ses photos pour avoir un résultat.

Pour la diffusion de tes photos qu'est-ce qui t'intéresse le plus ?

Ce que j'aime bien c'est faire des photos, le mode de diffusion m'intéresse peu. Ce qui est bien c'est d'en vendre car ça fait un peu d'argent. Mais pour moi c'est complètement secondaire qu'elles soient vues ou pas. Des gens qui font de bonnes photos il y en a des ribambelles dans le monde et qu'on ne connaîtra jamais. Alors, que mes photos soient vues ou pas vues ça ne change pas grand chose.

A La Spouze dans le cadre des Jardins - Jeudis

3 expositions de photos

L'Humanité qui souffle, SERgE

Le regard de N'Athalie, N'Athalie

Les arbres se regardent, Philippe Rolle

Les jeudis, samedis, dimanches du 10 juillet au 28 août 2006, de 14h30 à 18h30, entrée libre



Le 20 juillet

17h00 inauguration des trois expos

21h00 *L'Humanité qui souffle*

Concert avec en 1ère partie le duo

Isabelle Tourbier (accordéon) et

Philippe Chassain (cabrette)

puis duo Luc Lainé (vibrapone)

et Pascal Lamige (accordéon)

La Spouze, 23230 La Celle sous Gouzon

L'Humanité qui souffle

Depuis longtemps déjà, Serge photographie. Concerts,

tableaux, monuments, spectacles, peu importe l'objet, juste ce qu'il faut saisir - on est prié de ne pas prendre le cadre pour la toile, les sujets pour LE sujet, délibérément oblique, néanmoins substantiel : comment l'œil du voyant, affûté, scrutateur, peut-il capter l'énergie humaine autrement que dans sa forme vive?

Exemple l'accordéon, les accordéonistes, puisqu'il s'agit de cela, ces corps leurs instruments,

indivisibles en l'expressivité. Pour traduire (révéler) cette vibration vitale, unisson éphémère - ce qui traverse l'espace - Serge a choisi la plus radicale des rhétoriques, l'hyperbole : un éclair zèbre les stridences de Pascal Contet, un halo métallique bleuâtre nimbe Guillaume Ledoux, Yvette Horner n'en finit plus d'exister, le moniteur vidéo enserrant Marc Perrone cristallise la minuterie des heures précieuses sous le reflet d'un projecteur absent ; de là naissent les idées, s'élaborent les textures, se manifestent les êtres, à l'aune d'un maniérisme empreint de picturalité

moderne, dont on perçoit qu'en fourrageant les chairs il sait les excéder.

Bien entendu, la sarabande des images n'est guère festive ; elle danserait même de l'autre côté du monde, plutôt à la lisière qu'affectionne le fantastique noir, entre-deux volatil, lyrisme introverti où s'époumonent les cœurs, les visages distendus - parfois cernables, souvent indistincts, toujours émouvants, figures tragiques ballottées entre la violence du désir créateur et le dérisoire de tout acte.

Marc Bruimaud (septembre 2002)

12 - Mauvaises lectures



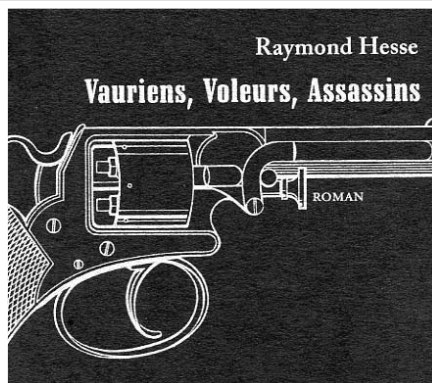
Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands... aux Mutines Seditions écrit par Belgrado Pedrini depuis la prison de Fossombrone, 1967.

On peut s'étonner que ce n'est qu'en 1984 que paraîtra dans une revue bimestrielle *Il Mensile apuolunense*, un article du compagnon Serge Ravenna, commandant de la brigade "Lunense", où il raconte les différentes actions des groupes des partisans anarchistes italiens.

On les appelait "les bandits" ! Sens de l'autonomie et de la responsabilité individuelle, les anarchistes de Carrare furent condamnés à 30 ans de prison alors que le Ministre de la Justice, le communiste Palmiro Togliatti, prononça une amnistie générale pour tous les fascistes. En 1940, l'Italie rentre en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie. Mussolini est mis en minorité par le grand conseil du fascisme, le roi le fait arrêter et nomme le maréchal Pietro Badoglio le 25 juillet 1943. Ce dernier mène une drôle de politique : l'Italie entame des pourparlers avec les Anglo-américains tout en restant alliée avec les Allemands. L'armistice sera signée le 3 septembre 1943, mais l'histoire officielle de la résistance commence le 8 septembre, jour où l'armistice est rendue publique : l'objectif étant de libérer le pays de l'occupation allemande, tout en acceptant celle des Anglo-américains dans la moitié sud du pays.

La première formation de partisans "Elio" entre cent et cent quatre vingt, anarchistes pour la plupart, qui opéra dans les Alpes Apuanes, avait sa propre autonomie ; 160

16010160il n'existait pas encore de C.L.N. (comité de libération nationale). En juin 1944, ils attaquent la prison de Massa où ils libèrent plus de cinquante détenus politiques dont Pedrini, Zava et Giorgi, puis ils jettent les clefs à l'intérieur de la cellule d'un détenu de droit commun. La ville de Massa fut envahie par des centaines de prisonniers. L'auteur nous raconte beaucoup d'actions de ces anarchistes, bien organisés, dans cette période assez méconnue. Passionnant !



Vauriens, Voleurs, Assassins de Raymond Hesse (Edition Finitude, collection «Utopies»).

Qui connaît ce mystérieux syndicat V.V.A: V pour Vauriens, V pour Voleurs et A pour Assassins? Un syndicat qui décide un jour de lancer une grève illimitée qui a pour conséquence l'arrêt de tout vol, tout crime,... Très vite c'est l'affolement dans les hautes sphères de l'Etat: que faire des magistrats, des policiers, des gardiens de prison,...? L'Ordre vacille. Il n'y a plus qu'une solution: négocier avec ces fous de syndicalistes pour qu'ils lèvent leur mot d'ordre de grève!

Un drôle de petit livre, bourré d'humour, qui «nous rappelle combien les "gentils" ont besoin des "méchants" pour prouver qu'ils sont "gentils"».

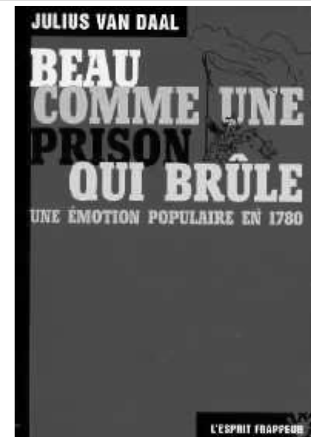
Tranches de chagrin, de Jean-Pierre Levaray, Editions L'insomniaque.

Notre copain prolo, Jean-Pierre Levaray, remet le couvert avec ces quelques instantanées pris au cœur du monstre industriel. Une fois de plus, ils font la démonstration irréfutable que «c'est bien au "chagrin" que vont encore les ouvriers, ces invisibles qui forment en France une classe fantôme plus que jamais méprisée par la sphère politico-médiatique»

La mort de l'asile, histoire de l'antipsychiatrie de Jacques Lesage de la Haye, aux Editions du Monde Libertaire, 145 rue Amelot 75011 Paris (10€).

Jacques Lesage de la Haye, après avoir passé 11 ans et demi en prison, a été psychologue au CHS de Ville-Evrard et chargé de cours à l'université Paris VIII. Et ici, là et ailleurs, il n'a cessé de dénoncer toutes les formes d'enfermement.

Dans ce livre où se mêlent souvenirs personnels et analyses théoriques il nous raconte l'histoire finalement assez peu connue de l'antipsychiatrie. De sa critique psy et de sa critique sociale de l'asile. De sa volonté de promouvoir, via notamment des pratiques autogestionnaires, la part



Beau comme une prison qui brûle de Julius Van Daal, Editions L'esprit frappeur, n°29

Le 23 mai, l'animatrice du site internet «Vive les mutins» a été condamnée à 3000 euros d'amende pour avoir publié un texte dans lequel elle trouve «beau une prison qui brûle» et que «c'est mieux que des détenus à genoux en cellule».

Au vu de cette condamnation inique, nous ne pouvons que recommander expressément la lecture d'un petit livre au titre déjà sanctionné «Beau comme une prison qui brûle» de Julius Van Daal. Ce texte raconte l'histoire d'un soulèvement populaire (dans la lignée des gin riots -émeutes du gin) qui eut lieu à Londres en juin 1780. Les «émeutiers» s'attaquèrent directement aux différents symboles de l'ordre établi, en particulier aux prisons! Celles-ci partirent vite en fumée et ce fut alors le début d'une véritable révolution sociale qui finit comme La Commune de Paris 100 ans plus tard, écrasée dans le sang par l'armée. A lire absolument (cette lecture contribuera, à sa façon, à contrecarrer le «révisionnisme historique» de plus en plus en vogue en ces temps de déliquescence politique).

d'humanité du fou. De sa lutte pour abattre les murs de l'enfermement et réinsérer le fou dans la vie sociale.

Aujourd'hui, tout en continuant à subsister ici ou là, l'asile a été largement remplacé. Le secteur psychiatrique comprend en effet foyers de jour et de nuit, appartements associatifs, collectifs et thérapeutiques, centres d'accueil thérapeutique à temps partiel, hôpitaux de jour, centres de crise et accueil d'urgence...

Pour autant, ce livre en témoigne, la bataille est encore loin d'être gagnée. Pire, à l'heure du déferlement d'un véritable délire sécuritaire savamment orchestré par les maîtres du monde, elle s'annonce âpre et si ce livre, qui est un livre de combat, sort aujourd'hui, ce n'est nullement un hasard.

Tout juste une nécessité !

Parmi les dizaines de journaux ou revues publiés régulièrement par la presse libertaire (au sens large), en voici quelques uns qui peuvent mériter votre attention à différents titres !



L'IMPERIALISME SCIENTIFIQUE

Tout juste arrivé, le dernier *Offensive* (n°10) nous propose un dossier intéressant sur « l'impérialisme scientifique ». Considérant que « (la science) alliée objective des puissants, leur permet de justifier l'état du rapport de domination sociale par des arguments de nécessité (lutte contre la maladie, la faim,...) » et que « loin d'être un pur savoir désincarné, elle [la science] est production de connaissances à partir de techniques [...] qui la rend facilement transposable dans le champ de la production sociale », l'équipe rédactionnelle n'hésite pas à terminer la présentation de ce dossier en lançant des « propositions » (axes de lutte) que certains pourront trouver par trop provocatrices : « Pour sauvegarder l'avenir de la planète, prévenir de nouvelles guerres ou espérer vivre dans une société libérée, il faut nécessairement en finir avec le délire scientifique et commencer à se réapproprié notre monde et nos modes de vie. Seul l'arrêt de la recherche scientifique et industrielle peut laisser croire en un univers vivable sur le long terme » !

No Pasaran de mai 2006 (n°49) revient évidemment sur le mouvement anti-CPE ou plutôt contre la loi dite « sur l'inégalité des chances » de ce printemps, mais le plus intéressant est à rechercher dans leur dossier consacré à l'ANTIFANET (Réseau Antifasciste International d'Information et d'Action). Il montre que le fascisme reprend de la vigueur un peu partout en nous proposant des points forts de la lutte antifasciste dans quatre pays (Russie, Allemagne, Pays-Bas et Grande-Bretagne). Ce dossier se termine par une très pertinente présentation des groupes et revues de ce réseau « d'échange d'informations sur l'extrême droite et sur les expériences antifascistes menées d'un pays à l'autre ».

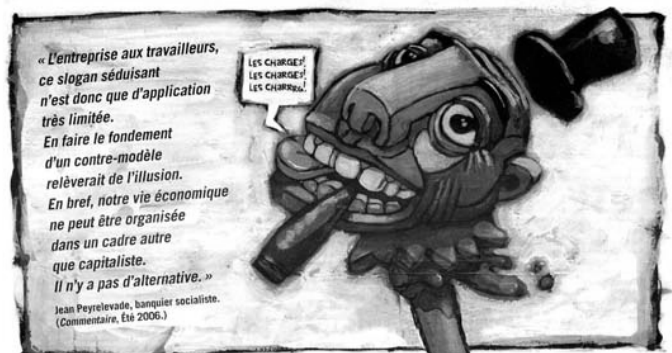
Le numéro d'été de *No Pasaran* (n°50) propose un dossier sur « Psychanalyse et mouvement social ».

Barricata, le fanzine de contre culture du RASH Paris-Banlieue, reste toujours aussi varié, abordant de nombreux domaines culturels et politiques. Son dernier numéro (n°14, juin 2006) après avoir débuté par les deux mois de grèves et de blocages dans les universités et lycées (*Quand la rue gouverne, Révolte de la misère-Misère de la révolte*), nous invite à lire un étonnant mini-dossier sur « Le monde étrange des tatoués » (*Y a-t-il un tatouage de classe ?*) ainsi qu'un dossier à propos du

« retour de l'obscurantisme » (*Plein feu sur les trois monothéismes*). Comme toujours, il y a beaucoup d'interviews de groupes musicaux de la scène alternative (Ian Mc Kaye, ex-chanteur du Minor Threat, Sham 69, Blackfire,...) mais nous avons droit aussi à un bel article sur les 70 ans de la Révolution espagnole ainsi qu'à un interview toujours aussi convainquant de notre compagnon-écrivain, Michel Ragon (auteur de *La mémoire des vaincus* consacré à la mémoire du mouvement anarchiste).

Nos compagnons de *Réfractons* viennent de sortir leur tout nouveau numéro (n°16, été 2006) construit autour du thème « Les enfants, les jeunes... c'est l'anarchie ! ». Beaucoup de bonnes choses dans ce numéro qui reste toujours d'excellente qualité tant sur le plan intellectuel que matériel. Cela commence par une série d'articles sur les « enfants dangereux » qui ne sont, en réalité, que des « enfants en danger » ; puis nous passons aux « imaginaires » avec un article de R. Fugier voulant montrer que « l'autonomie (est) au bout du conte ... de fées » (le traditionnel festival du conte qui se déroule fin août en Limousin autour du lac de Vassivière en fera-t-il un jour la preuve ou bien serait-ce un éventuel « off » qui se saisira de l'occasion pour « politiser » un peu cette mécanique consensuelle trop bien huilée ?) ; pour finir par une belle nouvelle de Pa Kin inédite en français (« *La Chaise électrique* » qui aborde l'affaire Sacco et Vanzetti).

DANSONS LA CARMAGNOLE !



Le Plan B a l'air de continuer son chemin malgré les embûches entretenues par nombre de ses « confrères ». Dans son numéro deux (mai-juin 2006), il se demande si nous n'allons pas vers « une société médiatiquement modifiée » ! Toujours la lutte des « jeunes » qui prennent leur place avec leur rage exemplaire mais aussi un dossier qui nous explique que cette fameuse « violence à l'école » n'est qu'un écran de fumée qui masque une tout autre violence, elle, bien sociale. Bien d'autres choses encore, par exemple, un reportage chez Carrefour à propos d'une « servitude (bien) involontaire » qui illustre le fait que « le syndicalisme est un sport de combat ».

Dans son tout dernier numéro (n°3 juillet-septembre 2006), nous avons droit à un supplément de 12 pages de l'Observatoire des médias (*acrimed : Action-Critique-Médias*). A ne pas manquer.

A lire pour se dégraisser les neurones englués dans un magma médiatique hautement toxique !

Il faut vivre comme on pense, sinon tôt ou tard on finit par penser comme on a vécu. Paul BOUGET

14 - Les spectacles de l'été



7èmes Jardins-jeudis de la Spouze

du 10 Juillet au, 28 août 2006

La Spouze

23230 La Celle sous Gouzon

tél. 05 55 62 20 61

participation libre

27 juillet

18h00 Enfants en liberté (contes et chansons) avec Isabelle Tourbier à l'accordéon et Bernard Brun

21h00 Complaintes fidèles, infidèles : chansons avec Isabelle Tourbier et René Bourdet

3 août

10h00 20h00 Marché du livre d'occasion

18h00 « Tous les poètes sont morts sauf les vivants » lectures improvisées

21h00 « Sillon Sillage » Récital de chansons de Gérard Pierron accompagné de Etienne Boisdrion et Guy Raimbault accordéons

10 août

18h00 Poésie en liberté pour les enfants

21h00 « La chanson foraine » avec Isabelle Tourbier, René Bourdet et Michel Parot

17 août

18h00 Ballade contée avec Jean Claude Bray

21h00 Marie Jouhandeau « Lettres d'une mère à son fils » avec Amélie Prévost et René Bourdet accompagnés d'Emmanuel Monnet (vielle à roue)

24 août

18h00 « Grain d'aile » de Paul Eluard avec Michel Parot

21h00 « Le page disgracié » de Tristan l'Hermite, avec Jean Claude Bray.

Spectacle Hors les Murs

30 juillet à 15h00 : Eloge de deux poètes, Amédée et Tristan Janaillet (Eglise)

Les Lundis Littéraires de La Spouze

Chaque lundi du 10 juillet au 28 août

Rencontres littéraires et musicales en compagnie d'auteurs, d'acteurs et de musiciens
entrée libre

24 juillet à 21h00

Histoire de la Spouze, les Gavarni père et fils et les Talabot

Avec en toile de fond le roman

« Victoire Normand »

Yves Durand, René Bourdet, Pauline Cazier (flûte à bec)

31 juillet à 21h00

Maxime N'Debeka, poète, dramaturge, conteur, romancier congolais
Accompagné de Michel Parot

7 août à 21h00

« Longtemps j'ai cherché la vérité »
Bertolt Brecht

Avec René Bourdet et Michel Parot

14 août à 21h00

« Une vitalité désespérée » Poèmes de Pier Paolo Pasolini

René Bourdet et Michel Parot accompagnés d'Emmanuel Monnet (vielle à roue)

21 août à 21h00

« Histoires de villages » Daniel Dayen

Histoires de Jarnages

Pages musicales :

Aramis Monroy au violon

28 août à 21h00

La plus drôle des créatures « Les chants des hommes sont plus beaux qu'eux-mêmes ! » Nazim Hikmet
Récital de poésie contemporaine dite et chantée par René Bourdet

L'ATELIER

Bar – Brasserie – Boutique

Royère de Vassivière

05 55 64 52 22 - www.latelier23.com

JUILLET

Jeudi 20 - 22h : concert

BROUSSAI (reggae)

Samedi 22 - 22h : concert

ELECTRIC BAZAR CIE

(rock n'roll roumain y rageuses valse)

Jeudi 27 - 19h : apéro concert

MARTINE GUILLAUME (chanson)

Samedi 29 - 22h : concert

MOTORBOOTY (blues / rock / soul)

AOUT

Jeudi 3 - 22h : concert

LES ONGLES NOIRS (chanson et sale musette)

Samedi 5 - 22h : concert

CANDY (live breakbeat)

JEFF SP 23 (mix house / nu break / garage)

Samedi 12 - 22h : concert

Programmation en cours

Vendredi 18 - 22h : concert

KLAKTONCLOWN (chanson)

Samedi 19 - 21h : conte

Ouverture du 12ème Festival de conte

J. & L. DARWICHE (Liban)

Salle Polyvalente de Royère

Jeudi 24 - 21h : projection

Télé Millevaches

Best of de l'année

Vendredi 25 - 22h : concert

Programmation en cours

ENFERMES DEHORS FESTIVAL

Plan d'eau de la Naute – Champagnat / St Domet - 15kms d'Aubusson

Vendredi 25 août 2006 dès 18h

Les Frères Couenne

Mardi Gras BB

Jim Murple Memorial

K2R Riddim

Bakounine

Samedi 26 août 2006 dès 18h

Rutabaga

Sabayo

Mini Wanted

ANIS

Ceux Qui Marchent Debout

Ateliers découverte musique et environnement les après-midis

Tarifs: 1 soir 18€ / Pass 2 soirs 28€

Ass. *Enfermés Dehors* 06 13 84 56 09

<http://enfermesdehors.free.fr>

Plan d'eau de la Naute Été 2006

Asso Naut'Active

23190 Champagnat / St Domet
05 55 67 12 54

Jeudi 20 juillet 21h30

Greg Solinas Jazz Trio

Greg Solinas décline un jazz qui a la fraîcheur de sa jeunesse.

Dimanche 23 juillet 19h

The Beagles

Deux gratteux insatiables s'attaquent aux standards du blues rock.

Jeudi 27 juillet 21h30

Fantasmagoria

Chansons hybrides dans l'atmosphère des cafés, cabarets et feux de camps gitans.

Samedi 29 juillet 21h30

Semtazone

Des textes sincères se balançant entre accordéon et guitare électrique.

Dimanche 30 juillet 17h

Loup y es-tu ?

Goûter spectacle pour jeune public.

Compagnie Fée d'hiver

Jeudi 3 août 21h

Bardi dancers

Chants, danses et rythmes aborigènes d'Australie

Dimanche 6 août 19h

Dine et Déon

Histoires et java musette contre l'aliénation quotidienne.

Mercredi 9 août 21h

Les petites bourettes

Chansons joyeuses jazzy et tsiganes.

Dimanche 13 août 19h

Jojo à gogo

Ces revisiteurs affirment que Brassens était un rasta jamaïcain.

Mardi 15 août 19h

Blues gang

Soirée grand bœuf, potes et gros son.

Jeudi 17 août 21h

Jeff Zima

New-Orlean's style Blues-rock.

**Gardien :
Gabriel,
Avant centre :
Jésus,
Omniprésent :
Dieu
Arrière : Satan !**

Un Anarcordéoniste auteur-composhumeur-interpouette corrézien qui a captivé les oreilles des creuséo-citronnistes



IGOR AGAR OU IGOR IRINGAR : le cabaret-javapunk des chansons langagées mais non-moins engagées quelque part.

Igor Agar ça sonne comme un vieil air connu de Bobby Lapointe. Et évidemment j'ai découvert Igor et son accordéon à côté du bar, pas le Clandé de Toulouse dont il est proche, mais celui du salon des médias libres. Après un intermède slamé spécialement pour l'occasion, nous avons eu plaisir à chanter avec lui ses refrains – pour ceux qui veulent il distribue gentillement les paroles. Les jeux de mots et les allusions non-douteuses s'enchaînent au rythme de ses javas dans le pur style d'un XIX^e siècle qui aurait connu les punks. Il se range lui-même « sous l'appellation d'origine incontrôlée cabaret-javapunk ». Quand il ne crée pas tout, il revisite des chansons connues d'un large répertoire, qui en dit long sur le personnage : disons des *Amants de Saint-Jean*, en passant par *La rue des Bons Enfants* (où c'est l'usine AZF qui tient lieu d'explosif) pour se rendre chez *The Anarquist* sexpistolé, qui se transforme en un affreux Architecte ayant pour vocation de détruire ces lieux vivants et réhabilités en squat d'activité, comme le Clandé.

Quand on le croise on peut avoir des CD

– et même à prix libre, autrement vous pouvez aller sur son site <http://igor.agar.free.fr>. On y trouve des articles, des interview (j'y ai appris qu'il écrivait aussi des nouvelles), il y a aussi les paroles de ses chansons, et on peut même commander des CD – et mieux, si on l'invitait à nous « molestailler les esgourdes » dans le coin ?



16 - Vous êtes cernés

Samedi 5 et dimanche 6 août 2006
A l'Heure Creuse de Lupersat
5ème Rassemblement International
de chaises longues
Sskw Ynternationallementi rasanblunken vøere
siestosa-chairs

Paresseux, sybarites, fainéants, cossards, oisifs, nonchalants, bras cassés, couches-tard, décroissants briochés, trainards, mous, indolents, tourneurs de pouces professionnels, zélés branleurs, pétulants insomniaques, flemmards, inactifs, apathiques, feignants, tires au flanc, hédonistes, chômistes militants, émules des pieds nickelés, partisans de l'internationale léthargique, si vous pensez que le droit à la paresse est au moins aussi important que le droit de vote, venez mollement y participer.



Samedi 21h00 Concert avec AZURA (jazz festif)

Dimanche : grasse matinée, repas, sieste accompagnés par Sleeping somnia (groupe en improbable déformation), Conférences soporifiantes sur la paresse et l'art de ne rien faire, etc.

Création officielle de la section creusoise de la 1ère Internationale de la désobéissance par le sommeil.

Un non'événement co-désorganisé par *Les Martiens n'ont pas d'humour* et *Creuse-Citron* et totalement autogérée par le public.

Contact 05 55 67 67 44 lesmartiens@wanadoo.fr

Samedi 23 septembre à partir de 15h,
La Berbeyrolle, près de Tarnac.

Armand GATTI, artiste (cinéaste, poète, metteur en scène, auteur de plus de cinquante pièces de théâtre,...) et homme d'action (du Guatemala à l'Irlande du Nord en passant par Cuba, la Chine, l'Algérie,...) sera en Corrèze, sur le plateau des Millevaches au lieu-dit La Berbeyrolle pour un événement majeur en Limousin.

Il donnera une lecture-spectacle de son poème (« Les cinq noms de résistance de Georges Guingouin ») devant la ferme où il prit le maquis en 1942 et où il rencontra Guingouin.

Cela se prolongera par une soirée-rencontre avec diverses animations.

Pour tous renseignements : 05 55 31 23 07

26 et 27 Août 2006
Le Villard (Les Plateaux
Limousins) près de Royère de
Vassivière.
Week-end de Formation
Anarchiste

ouvert à tous (toutes) les sympathisant(e)s du mouvement libertaire.

Le samedi : présentation générale de l'anarchisme et du mouvement libertaire.

Le dimanche : présentation d'une organisation anarchiste (en l'occurrence la Fédération Anarchiste) ; ses buts, ses moyens, son fonctionnement, mais pas seulement...

Camping gratuit, possibilité de location de gîtes, repas prix libre.

Inscription : 05 55 80 64 00 ou E-mail: alayn.dropsy@yahoo.fr

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson :

Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Bar *L'Avant-scène*, Centre Jean Lurçat.

Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*.

Champagnat / St Domet : Etang de la Naute

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*.

Chavanat La Roussille : Le Papillon rouge

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.

Librairie *Les Belles Images*, rue E. France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat.

Lupersat : Bar *L'heure creuse*

Royère : Bar *L'atelier*.

Sardent : Bar *Chez Bichette*

Bar *Chez Josiane*

St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers

et bien sûr

dans les manifs et rassemblements

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron

Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et rédigez votre chèque à l'ordre de Citron Libre.

Ou bien adressez-nous un courriel pour recevoir la version PDF.

Courrier : Creuse-Citron C/o CNT 23 BP 181 23004 Guéret

Courriel : creusecitron@free.fr



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal est libre et fortement encouragée.